

LE FINANCEMENT DES PROGRAMMES ÉTABLIS

M. Ernie Epp (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, le ministre sait fort bien que, dans sa propre province, les restrictions du soutien fédéral au régime entraînent la réduction du nombre de lits d'hôpitaux et que la même chose se produit en Ontario. Le ministre a-t-il des plans quelconques en vue de modifier la politique amorcée par le gouvernement libéral il y a plus de dix ans qui limitait les transferts effectués dans le cadre du financement des programmes établis? Le gouvernement actuel a aggravé la situation. Nous verrons plus de gens mourir au Canada parce que le gouvernement ne finance pas les soins de santé de façon appropriée.

M. McDermid: Allons donc!

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Ils sont en train de mourir.

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, il n'en est rien. Dans les années 70, 7,4 p. 100 du PNB étaient consacrés aux soins de santé. Aujourd'hui, ce chiffre est de 8,6 p. 100, alors que nous avons vu le PNB et l'économie de notre pays croître depuis les quatre dernières années. Le premier point est erroné.

Deuxièmement, les 65 milliards de dollars correspondent aux cinq dernières années et les 90 millions prévus, aux cinq prochaines années, avec les augmentations que cela suppose.

● (1200)

En troisième lieu, je voudrais dire que cela ne se serait pas produit si le gouvernement néo-démocrate avait mieux géré les affaires du Manitoba. C'est ce gouvernement qui a réduit le nombre des lits d'hôpitaux et c'est pourquoi il a été renversé à la dernière élection.

* * *

L'AGRICULTURE

LA SÉCHERESSE DANS L'OUEST—LES VENTES DE BÉTAIL—
L'ÉCHELONNEMENT DU VERSEMENT DES TAXES

M. Ross Belsher (Fraser Valley-Est): Monsieur le Président, ayant grandi dans les Prairies et dans le sud de la Saskatchewan, je connais les horreurs de la sécheresse. Cette année, beaucoup d'éleveurs-naisseurs devront vendre une partie de leur troupeau. En règle générale, ils versent les taxes afférentes à ces ventes dans l'année où elles sont conclues quitte à reconstituer leur troupeau avec les dollars du fisc.

Ma question s'adresse au ministre d'État (Finances). Compte tenu du dilemme où se trouvent les éleveurs-naisseurs, serait-il possible de leur permettre d'échelonner le versement de ces taxes sur une période de deux ou trois ans?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je remercie le député de Fraser Valley-Est de m'avoir posé une question aussi importante, car je suis sensible

Questions orales

aux difficultés que traversent les agriculteurs et les éleveurs de sa circonscription. Il a leurs intérêts à cœur.

Je dirai au député que le gouvernement n'a pas tenté de régler ce problème au moyen d'une entourloupette fiscale. Il a préféré recourir à l'aide directe. Depuis 1984, nous avons versé, au titre de l'aide aux victimes de la sécheresse, 140 millions de dollars aux éleveurs et 150 millions aux agriculteurs.

Comme l'ont dit tout à l'heure le premier ministre et le vice-premier ministre, le gouvernement suit de près la situation et ne manquera pas de prendre les mesures énergiques qui s'imposent.

* * *

LES ENFANTS DISPARUS

LA DIFFICULTÉ DE RETRACER LES AUTEURS D'ENLÈVEMENTS

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, puisque le ministre de la Justice et le ministre du Revenu national sont absents, j'adresserai ma question au premier ministre. Le premier ministre sait sans doute que dimanche prochain, nous allons commémorer la Journée nationale des enfants disparus. Il sait sans doute également que les dossiers fédéraux accessibles aux parents qui recherchent des enfants qui ont été enlevés ne contiennent pas d'information relevant de la Loi de l'impôt sur le revenu.

J'ai en main une copie d'un mandat pour tout le pays émis en vertu du paragraphe 250.1 du Code criminel, pour un certain Lee Johnston, qui a enlevé son fils Ryan au mois de janvier. M^{me} Johnston est venue me trouver parce qu'elle voulait pouvoir obtenir tous les renseignements lui permettant de savoir où est son fils et pourtant, elle n'a pas pu obtenir les renseignements relevant de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Le premier ministre peut-il faire immédiatement le nécessaire pour modifier la Loi de l'impôt sur le revenu de façon à pouvoir donner des renseignements sur l'endroit où se trouvent des personnes qui ont enlevé des enfants et qui font l'objet d'accusations en vertu du Code criminel?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je ne connais pas les détails de l'affaire, mais je remercie ma collègue, la députée de Hamilton-Est, d'avoir soulevé la question qui est manifestement importante. Le problème des enfants disparus est extrêmement tragique et je crois que tous les députés et tous les organismes gouvernementaux devraient réagir aussi rapidement et aussi efficacement que possible.

Nous avons réalisé des progrès importants depuis deux ans dans ce domaine, mais nous pouvons faire bien mieux encore. Je me renseignerai immédiatement pour voir s'il est possible de suivre rapidement la suggestion de ma collègue et les autres suggestions qu'elles a éventuellement à faire à ce sujet.